

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

Éclairage public défaillant, Libreville by night ne fait pas bon vivre

LA vaste campagne d'éclairage public réalisée il y a quelques mois par le gouvernement ne semble pas avoir changé grand-chose à l'obscurité dans laquelle sont plongées de nombreuses zones de la capitale gabonaise. Ici et là, se pose en réalité le problème d'entretien de ces équipements dont certains ont parfois juste besoin d'une nouvelle ampoule pour faire à nouveau briller la ville. Constat...



N'eussent été quelques immeubles éclairés et autres phares de véhicules, le boulevard Triomphal brillerait par ses... ténèbres.

MIKOLO MIKOLO
Libreville/Gabon

L'ÉCLAIRAGE public permet aux usagers des principales artères de la ville de circuler en toute sécurité pendant la nuit. Moment au cours duquel les braquages, cambriolages et autres actes de vandalisme sont souvent perpétrés ici et là. Tout simplement parce que ces lieux sont dans leur immense majorité plongés dans l'obscurité. Outre la sécurité, avec l'éclairage public, une ville met en valeur des monuments historiques, des espaces de loisirs, etc. Il permet également de réduire le nombre d'accidents de la circulation. Mais à Libreville, la grande peur des Librevillois, c'est lorsque la nuit tombe. De nombreux quartiers sont plongés dans le noir, tant le maintien de l'éclairage public sur le long terme semble constituer un défi difficilement surmontable par les structures qui en ont la responsabilité. Des voies principales et secondaires se retrouvent donc dans cette situation, nonobstant la vaste campagne d'éclairage public faite il y a quelques mois par le gouvernement. "L'entretien de

l'éclairage public dans plusieurs zones ne suit pas. Certaines, depuis de nombreux mois, sont dans le noir", témoigne un habitant de Plein-Ciel. Qui s'indigne de ce que même la passerelle érigée au-dessus de la "Voie-Express" se trouve depuis plusieurs mois dans la pénombre.

"Lorsqu'un quartier est dans le noir, logiquement le chef de quartier doit contacter la direction générale du CNEE pour lui signifier que la zone se trouve dans l'obscurité"

En fait, il vaut mieux éviter de s'aventurer au-delà de 22 heures, des ombres suspectes étant parfois perceptibles au beau milieu de ce pont réservé exclusivement aux piétons. De la poste d'Owendo au lycée technique national Omar Bongo (LTNOB), en passant par les quartiers Nialy, Bangos, Bikélé et autres Nzeng-Ayong, le constat est identique : les populations se plaignent de l'obscurité. Plusieurs d'entre elles quittent très tôt le matin leurs domiciles pour vaquer à leurs occupations, et

sont souvent la cible de bandits tapis justement dans l'ombre.

" Toutes les ruelles de la zone située entre la mairie, la rue Général Nguema et la Nouvelle-Cité sont dans le noir absolu. Les lampadaires publics sont éteints depuis plusieurs semaines. Une situation que déplorent les riverains, parce que l'insécurité devient grandissante depuis que toute cette zone est dans le noir", alerte un notable derrière la mairie du 6e arrondissement. Tous les regards se tournent

alors vers le Conseil national de l'eau et de l'électricité (CNEE), que l'on dit être en charge de ce volet. Jointe au téléphone par nos services, cette structure indique que "les riverains doivent aider le CNEE à les aider. Lorsqu'un quartier est dans le noir, logiquement le chef de quartier doit contacter la direction générale du CNEE pour le lui signifier. À ce moment, le CNEE qui ne peut être partout au même moment, intervient". Le CNEE dit être conscient des légitimes

lamentations des populations. Tout en étant au service du public, il s'occupe directement des voies publiques qui sont visibles. Sans l'intervention des populations. "Dans les quartiers où les voitures n'accèdent pas, les riverains, par le biais de leur chef, doivent rappeler à la direction générale leur souci", indique-t-on au CNEE. Une démarche que reconnaît d'ailleurs Béatrice Mougola, cheffe du quartier Nzeng-Ayong-Lac, dans le 2e arrondissement de Libreville.

Repenser les stratégies

MM
Libreville/Gabon

Le problème de l'entretien de l'éclairage public se pose avec acuité tant à Libreville qu'à l'intérieur du pays. De nombreux quartiers sont plongés dans le noir, à la grande satisfaction des bandits. La Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) comme le Conseil national de l'eau et de l'électricité (CNEE) est souvent pointée du doigt. À tort ou à raison. Selon le CNEE, ce sont les chefs

de quartier qui doivent le faire, contacter par écrit en vue de remédier aux défaillances constatées sur le terrain. Mais à la question de savoir si cette démarche est vraiment connue de tous les auxiliaires de commandement, ces derniers répondent par l'affirmative. Il se trouve, malheureusement, que plusieurs d'entre eux, affaiblis par le poids de l'âge, manquent souvent de réactivité. D'où la nécessité de repenser la démarche et épargner ainsi les usagers des ténèbres, obligés de prendre d'énormes risques en

traversant la nuit leurs quartiers pendant des semaines voire des mois. Pourquoi, en plus de l'intervention des chefs de quartier, le CNEE n'effectuerait-il pas lui-même des visites périodiques d'inspection dans les quartiers pour prendre la mesure de la situation ? Comment comprendre par exemple que des zones très fréquentées telles le boulevard Triomphal ou la passerelle de Plein-Ciel, puissent demeurer plongées dans l'obscurité pendant longtemps ?